

Charlie Reporter

La mort de Steve, le 21 juin à Nantes, soulève une question plus générale : comment concilier le droit au repos des citoyens épris de sommeil avec celui, tout aussi légitime, d'autres citoyens à s'éclater en musique ? Nous avons rencontré des acteurs du milieu nantais de la teuf. Tous nous disent qu'il est de plus en plus difficile de s'y livrer sans subir les plaintes du voisinage et l'irruption plus ou moins musclée de la police.

ANTONIO FISCHETTI

Samedi dernier, sur le quai Wilson à Nantes, les amis de Steve rendaient hommage à leur pote noyé le soir de la Fête de la musique. On avait sorti l'accordéon et les enceintes. Pas la moindre agressivité ni rancœur contre la police. Juste la tristesse, les poèmes, l'émotion, les larmes et la musique. C'est sûr, ces petits jeunes ont un look propre à effrayer le bourgeois : cheveux verts ou rouges et rasés d'un côté, tatouages et piercings, rouge à lèvres mauve... Mais il suffit de les côtoyer quelques instants pour comprendre qu'ils ne veulent qu'une chose : s'amuser en paix.

Quel que soit le résultat de l'enquête sur la mort de Steve, il est évident, lorsqu'on longe ce quai de Loire sans garde-fous, que la décision du commissaire Grégoire Chassaing de gazer ces paisibles fêtards (et quand bien même auraient-ils balancé des projectiles) était totalement irresponsable, absurde, disproportionnée. Bref, criminelle.

Ce drame est d'autant plus hallucinant qu'il survient à Nantes. Dans une ville dirigée par les amis de Le Pen, il aurait été tout aussi dramatique, mais sans doute un peu moins surprenant. Or, depuis une trentaine d'années, Nantes est une ville pionnière dans la transformation d'anciennes friches industrielles en lieux culturels. Depuis l'accueil de la troupe Royal de Luxe en 1989, la municipalité n'a cessé de mettre toujours plus d'espaces à la disposition des cultures alternatives.

Et pourtant, même dans cette ville avant-gardiste, il devient de plus en plus difficile de faire la fête.

« Danser est un acte politique ; danser, c'est résister »

Un qui est bien placé pour en témoigner, c'est Martin Geoffre, cofondateur du collectif SweatLodge (littéralement « hutte à sudation »), qui organise des teufs sous un chapiteau de fête foraine « dans l'idée d'un rapprochement des cultures cirque et sound system ». Ne lui parlez pas de danser dans un lieu fermé et insonorisé. Son trip, c'est au contraire les espaces ouverts. Une question de philosophie : « On installe nos chapiteaux dans les interstices de la ville, c'est ça qui nous intéresse, de faire irruption dans ces espaces éphémères. » Or la première difficulté consiste à dénicher des lieux appropriés. Et ce n'est pas une mince affaire. « Il est de plus en plus difficile de trouver ce genre de lieux à cause de la densification urbaine. Et on a en face de nous des promoteurs immobiliers qui investissent ces terrains vagues. »

Ce problème est déjà visible sur le quai Wilson. Actuellement, les plus proches habitations sont situées à quelques



À Nantes

COMME PARTOUT, la fête en danger

centaines de mètres, de l'autre côté de la Loire. Il paraît que ces riverains éloignés se plaignent régulièrement de la musique (il faut avouer que le son porte loin sur l'eau), mais cela n'avait jamais posé de problème avant ce tragique 21 juin. Et ça ne va pas aller en s'arrangeant, vu que d'autres immeubles sont en construction sur cette île nantaise jusqu'ici dédiée aux loisirs. Ces futurs riverains, qui viennent délibérément s'installer ici, seront les premiers à appeler les flics à la moindre nuisance. Heureusement que la contradiction ne tue pas (contrairement aux charges policières).

Alors, faut-il reléguer les lieux musicaux dans des friches encore plus isolées ? Sur ce point, Martin a un avis mitigé : « Le théâtre a bien son espace, et l'opéra aussi. D'un côté, ce serait plus simple de créer dans toutes les villes des espaces dédiés à la fête. Mais de l'autre, ce que cela raconte en termes de société est triste, car on en arrive à tout sectoriser : des lieux pour le travail, d'autres pour la consommation et d'autres pour la fête. »

À cela, il faut ajouter un élément récurrent dans les discussions avec les fêtards : la tolérance de plus en plus faible des riverains à l'égard de la moindre perturbation de leur quotidien. Un phénomène accentué par la gentrification

des centres-villes, selon Jean-Marc Laurent, organisateur de concerts (squats, cafés, festivals...) et secrétaire général du collectif Culture Bar-Bars. « La ville de Nantes a beaucoup grossi en quinze ans, et il y a de plus en plus de Parisiens qui arrivent ici avec de gros moyens : ils disent qu'ils ont quitté Paris pour avoir du calme... Sauf que les punks étaient là avant. » Jean-Marc cite l'exemple d'un bar fermé après la plainte d'une voisine : « Quand on lui demandait pourquoi elle est venue habiter ici, elle répondait que c'est parce qu'elle trouvait le quartier vivant. C'est significatif : les gens veulent bien faire la fête, mais ils ne veulent pas de bruit en bas de chez eux. »

La solution pourrait venir d'une proposition figurant dans un projet de loi sur lequel travaille actuellement le collectif Culture Bar-Bars, et qu'il compte proposer à un député pour présentation au parlement. Cette notion serait le « principe d'antériorité ». En clair : si le lieu musical était là avant, à vous d'en accepter les conséquences ! Voilà qui est cohérent et, personnellement, j'approuve à fond les potentiomètres.

En attendant, tous les acteurs de la fête confirment qu'il est de plus en plus difficile de trouver des lieux où danser (hormis les clubs à 10 euros la consommation). Chichi, codirecteur du festival Paco Tyson, en sait quelque chose. Il nous reçoit dans son local sur les bords de Loire, friche aux senteurs de voyages, entre chantier naval et brasserie en construction : « On organisait notre festival jusqu'à 6 heures du matin sans problème. Mais en 2018, une élue de Nantes a dit qu'elle n'en voulait plus à cause des nuisances, et on doit maintenant trouver un autre lieu. » Chichi n'organise jamais de concert sans avoir obtenu toutes les autorisations requises, et il est convaincu que tous les conflits peuvent se résoudre par le dialogue : « On sait qu'on emmerde des gens. Mais il faut leur expliquer que les émergences sonores seront toujours là, et le but est de les amener à accepter ça pendant un ou deux jours. »

Le problème est un peu plus complexe pour les adeptes de la free-party, qui organisent leurs soirées dans un champ en jachère ou une usine désaffectée, au risque de voir leur matériel saisi par les gendarmes. Victor et Jean sont des activistes de ce milieu, et pourtant ces jeunes hommes n'ont absolument rien de la caricature du teufeur excentrique et marginal. Ils ont un boulot la semaine, à ceci près qu'ils aiment se shooter aux décibels électros le week-end : « Quand les gens nous disent qu'ils bossent lundi, on leur dit que nous aussi on bosse lundi, sauf qu'on a envie de faire la fête avant. Si on demande l'autorisation de faire notre soirée, on sait qu'on ne l'aura pas. Pourtant, on aimerait bien nous aussi s'amuser en toute légalité. »

Pour Martin, ce manque de tolérance renvoie à des enjeux de société bien plus profonds : « C'est lié à une asepticisation générale. Le problème ne vient pas seulement des politiques ou des flics, il est d'abord dans la tête des gens, qui ne veulent pas que ça déborde. Il faut accepter qu'autre chose que soi puisse exister. Danser, ce n'est pas que du divertissement. Danser est un acte politique ; danser, c'est résister. »

Samedi dernier, les amis de Steve l'ont merveilleusement prouvé. Ils ont sorti le sound system, puis dansé en bord de Loire sur les musiques préférées de leur ami disparu. Et tout s'est très bien passé. Il faut dire qu'il n'y avait pas un seul flic en vue, ceci explique sans doute cela. ●

